

# Leadership régional de la Turquie : qu'en disent les Arabes ?

dimanche 29 juillet 2012, par [Baskin Oran](#)

Le Premier ministre Erdoğan est l'homme le plus populaire de la rue arabe. Nous sommes le modèle du Moyen-Orient. Parfait, mais qu'en disent les Arabes ? Dans un important article d'un livre publié en anglais sous le titre " Un Empire de plus ?" (Université de Bilgi à Istanbul, ISBN : 978-605-399-236-3) le mois dernier, la jeune chercheuse égyptienne, Reem Abou-El-Fadl, proche amie de nos trois mousquetaires de Turquie à Oxford (Kerem, Mehmet, Gökhan) expliquait la chose suivante :

L'avant-AKP n'était pas réjouissant. Les Arabes avaient conquis leurs indépendances sur le dos des Ottomans [il suffit d'ailleurs de rappeler [l'histoire que j'ai racontée la semaine passée](#) à propos de la Place des Martyrs à Beyrouth et Damas]. La République est restée à distance de ce passé et de cette région. Lorsqu'elle y est retournée, elle a reconnu Israël (1949), et signé ce funeste **Pacte de Bagdad** accompagnée des Etats-Unis et de l'Angleterre (1955). Il est vrai que les Arabes n'ont pas oublié que la Turquie a empêché Israël d'utiliser la base d'Incirlik en 1967 et 1973, qu'Ankara a été admise à l'Organisation de la Conférence Islamique en 1969, et qu'elle a ouvert ses portes à une représentation de l'OLP à Ankara en 1979 ; mais ils n'ont pas oublié non plus que tout cela s'était fait pour le pétrole et la question chypriote. Quant aux ouvertures de Turgut Özal [Premier ministre puis Président - NdT] dans les années 1980, ils les ont vues à la lueur du "si elle pèse dans la région, la Turquie augmente d'autant l'intérêt que l'Occident peut lui porter." De toutes façons, la Turquie était alors occupée à arranger un accord de sécurité avec Israël.

Lorsque l'AKP est arrivé, on en a fini avec le *hard power*. Erdoğan disait : "La politique turque doit tirer des leçons du passé". Davutoğlu, son ministre des Affaires étrangères, énonça sa doctrine du "zéro problème" [avec le voisinage]. L'ouverture arabe sur le plan commercial, les relations culturelles et éducatives, en fait le *soft power*, tout allait reposer là-dessus. La Turquie supprima le visa pour les pays de la région, passa des accords de libre-échange, lança TRT- 7, une chaîne publique en langue arabe.

## L'Égypte, la Syrie, les organisations de résistance

La condition déterminante pour être une "puissance régionale", c'est d'être accepté comme leader dans la région concernée. Or il est trois acteurs dans la région :

- 1) les Etats
- 2) Les organisations de résistance
- 3) La société civile arabe.

1- L'Etat le plus important était l'Égypte ; en 1998, le Caire avait réconcilié la Syrie et la Turquie. Mais Erdoğan lui volait la vedette dans cet exercice en la pressant avec ses initiatives sur Gaza : l'une des mâchoires de l'étau était la proximité de l'Égypte avec les Etats-Unis et Israël, l'autre étant les pressions pour l'ouverture du passage de Rafah entre Gaza et l'Égypte. En résumé, le régime de Moubarak n'a pas reconnu le statut de "puissance régionale" à la Turquie.

Je me permets d'ajouter une chose survenue après que Reem ait écrit son article : avec l'élection du candidat des Frères musulmans à la présidence de la république, Mohammed Mursi, l'Égypte commence à reprendre du poil de la bête. Un indice : il a déjà annoncé que l'un de ses vice-présidents serait une femme quand l'autre serait copte. Les Etats-Unis vont adorer. C'est-à-dire que sort sur le marché, le modèle original de cet "Islam modéré" que l'AKP représentait pour les Américains.

Le deuxième Etat de la région par ordre d'importance est la Syrie. Notre histoire avec celui-ci est pour le moins peu plaisante. Hatay [Alexandrette, territoire cédé par le colon mandataire français à la Turquie en échange de sa neutralité dans une éventuelle guerre contre les puissances de l'Axe. Cession jamais acceptée par la Syrie indépendante - NdT], 1938. Les menaces de Menderes [Premier ministre turc dans les années 1950] en 1957. La question du partage des eaux de l'Euphrate et du Tigre. L'affrontement de 1998 au sujet d'Öcalan, leader du PKK. Que de la tension, en fait. Avec l'AKP, les relations se sont largement détendues. Erdoğan et Assad passaient des vacances en "famille". Ils avaient en fait des problèmes communs : les Kurdes et Israël. La Syrie a vraiment aimé l'AKP. Mais lorsque le printemps arabe commença, Erdoğan se mit à exercer toutes sortes de pressions à l'endroit de cet Assad qui ne voulait rien entendre. Cela s'est poursuivi par des menaces à peine voilées : "Nous ne voulons pas d'une partition de la Syrie" et "La Syrie est notre problème intérieur". Il a ouvert grand les portes à l'opposition syrienne armée. La lune de miel s'est mal terminée. Retour à la case départ, le hard power ; et de mal en pis.

2- Les organisations de résistance : l'AKP a refusé de compter le Hamas au nombre des organisations terroristes, mais après le début du printemps arabe, le Hamas ne s'est pas tourné, sur la question palestinienne, vers Ankara, mais de nouveau vers Le Caire.

Erdoğan a rendu visite au Hezbollah libanais mais Hasan Nasrallah, le leader de cette organisation, n'en a toujours fait qu'à sa tête. On a alors compris que l'appréhension de la Turquie par ces organisations de résistance était directement indexée sur la capacité d'éloignement de la Turquie par rapport à l'Occident.

## **La société civile arabe**

3- Dans cet espace - le plus important -, et jusqu'en 2011, la Turquie a suscité une importante vague de sympathie en s'en prenant à Israël. Le fait que pour la première fois, un pays démocratique postulât au leadership régional marqua beaucoup les opinions publiques. Seulement, le point important est qu'en fait, les Arabes attendaient ceci de leurs propres Etats et que ne voyant rien venir, la Turquie avait comblé le vide. Par-dessus le marché, il y avait des questions troublantes : l'arrivée de la Turquie dans la région fait-elle partie d'un agenda néo-ottoman ? Ne serait-ce pas pour se faire valoir auprès de l'UE ou pour être utile aux Etats-Unis ? Les charges contre Israël seraient-elles des manœuvres à destination de l'opinion publique turque ?

La société civile arabe se compose de trois éléments principaux :

- 1) Les tenants de l'Islam politique
- 2) Les pro-Américains refusant l'Islam politique
- 3) Les nationalistes arabes et la gauche.

Pour des raisons différentes, tous les trois pouvaient être plus ou moins proches des politiques de l'AKP ; mais ce qui est certain, c'est qu'en grande majorité, ils avaient la chose suivante en tête : "Dans quelle mesure la Turquie - partie intégrante du bouclier anti-missiles - peut-elle s'écarter du bloc occidental lorsqu'elle décide de s'ouvrir vers nous ?"

Parce que d'après les Arabes, il était certain que sans cette autonomie relative, la Turquie ne pouvait devenir une puissance régionale. Tout le monde disait la chose suivante : "Autant il est difficile de satisfaire à la fois l'Arménie et l'Azerbaïdjan, autant il est ardu de contenter et les Arabes et Israël. Le leadership de la Turquie comme son poids dans la société civile arabe, sont proportionnels à son éloignement des Etats-Unis."

## **La fin du leadership / du soft power...**

L'AKP avait fondé sa "proximité" arabe avec les régimes autoritaires qui ont été renversés ; et à présent, les peuples arabes sont en train de chercher leurs propres leaders pour leurs nouveaux régimes. Dans ce contexte, l'intervention d'Erdogan en Syrie a tout mis sens dessus dessous ["Petite Amérique"]. Parce que l'importance de la Turquie - un pays n'ayant par le passé recouru qu'au hard power - ces derniers temps

dans la région reposait complètement sur le soft power :

1) Stabilité et démocratie à l'intérieur. La Turquie, candidate à l'UE, avait réconcilié l'Islam et la démocratie, fondé un Etat de droit ;

2) Une économie et une culture attirantes à l'extérieur. Un quart du commerce turc se fait avec la région. Quand la série télé "Gümüş" a été diffusée sous le titre "Nour" dans les pays arabes, elle a été suivie par 80 millions de personnes.

A propos de soft power, la jeune Reem ne l'a pas écrit bien sûr, mais je vous livre quelques notes sur l'actualité des semaines passées : les avions de chasse turc sont entrés pour la troisième fois dans l'espace aérien syrien (2,5 miles) face à des hélicoptères syriens ; ils ont effectué des "vols de patrouille dont la mission n'était que le contrôle". On a requis 7 ans contre Ahmet Şık [Journaliste arrêté en 2011 pour prétendue appartenance au réseau Ergenekon, mais en réalité pour avoir posé la question du mouvement islamiste de Fethullah Gülen - NdT]. Lors du procès KCK d'Istanbul - procès dans le cadre duquel on menace la professeure Büşra Ersanlı de 22,5 ans d'emprisonnement - on a interdit aux Kurdes de plaider et de s'adresser à la Cour dans leur langue, et ce, malgré l'article 39/5 du Traité de Lausanne, traité fondateur de la Turquie moderne. On a ratifié le traité d'assistance militaire à Omar Al-Bachir, le génocidaire. Le ministère de l'Intérieur a lancé une enquête contre Abdullah Demirbaş, le maire de Sur [Diyarbakir - NdT] pour les panneaux indicateurs multilingues [turc, kurde, syriaque, arménien...] de sa municipalité, fait pour lequel le procureur avait conclu au non-lieu un an et demi auparavant... Bon, je n'ai plus de place.

On lira plus tard dans les livres arabes : "Le fait que pour la première fois, un pays démocratique postule au leadership régional marqua beaucoup les opinions publiques"...

---

## Sources

- Traduction pour TE : Marillac